

NAURU



Type de gouvernement :
République



Source : gouvernement de Nauru

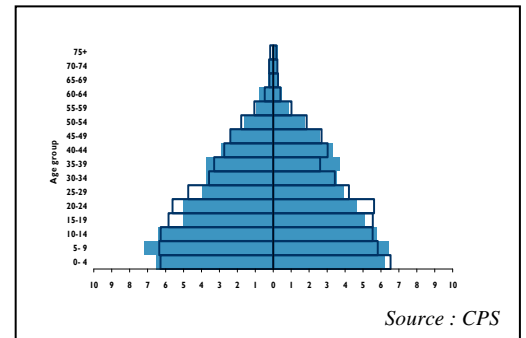


Tableau de bord

Population : 9 700 hab. (2009) **Monnaie :** dollar australien
Superficie : 21 km² **PIB / hab. :** 2 807 dollars US
Densité : 465 hab. / km² **Taux de croissance (2007) :** 2 %
Capitale : Yaren **IDH :**

Taux de natalité	30‰	Taux d'accr. de pop.	21‰
Taux de mortalité	9‰	Taux de mort. inf. (2007)	46‰
Solde migratoire	0	Espérance de vie	56

Données 2009 (sources croisées : CPS, Banque mondiale, Index mundi, OMS, FMI)



Aperçu géographique

Nauru située près de l'équateur, à mi-distance entre l'Australie et Hawaii ? C'est un atoll surélevé de 21 km² de superficie et culminant à 71 mètres d'altitude. L'île est formée d'un plateau central entouré d'une étroite plaine côtière. Le plateau est constitué de tourelles calcaires entre lesquelles se logeait du minerai de phosphate considéré comme le plus pur du monde et qui a été exploité durant tout le XXe siècle. Le gisement est aujourd'hui quasiment épuisé. La plaine côtière, d'une largeur de 100 à 300 mètres, fait le tour de l'île. Elle permet un peu d'agriculture vivrière et concentre les habitants et les activités. Par contre, elle ne permet pas l'installation d'un port en eau profonde et les marchandises sont débarquées au moyen de petites barges. De par sa position tout près de l'équateur. Nauru est l'État le plus petit du monde.



Situation économique

Nauru a vécu sur le phosphate depuis 1907. Cette ressource a d'abord été exploitée au bénéfice des nations colonisatrices (Allemagne, Angleterre, Japon, Australie...), puis au profit de l'État indépendant depuis 1968. Cette exploitation a permis aux Nauruans d'accéder à un très haut niveau de vie jusqu'au milieu des années 1990. Mais l'épuisement des réserves (programmé depuis longtemps), une mauvaise gestion financière et la dégradation de la santé publique, du fait d'une très mauvaise hygiène de vie, ont entraîné la paupérisation de la population restée au pays et une faillite générale de l'État. Beaucoup de Nauruans vivent en Australie, alors que sur place on compte 40% d'étrangers autres Micronésiens, Chinois, Européens).

Aujourd'hui Nauru s'efforce de relancer l'exploitation de gisements secondaires de phosphate, dont la capacité est estimée à une vingtaine d'années. Cette exploitation vient en appoint des redevances de pêche payées par les armateurs taïwanais, coréens et japonais, principale source de revenu de l'Etat insulaire (environ 6 M USD par an), ainsi que de divers expédients et de l'aide internationale (voir plus loin). Doté de ressources agricoles limitées, Nauru importe 90 % des biens alimentaires consommés dans l'île.

Vers l'indépendance

Occupée par les Japonais pendant la Seconde Guerre mondiale, Nauru repasse sous administration australienne en 1947 (sous la forme d'un mandat de l'ONU). Mais les Nauruans, derrière le père de l'indépendance du pays, Hammer DeRoburt (*voir photo ci-contre*), prennent conscience du pillage de leurs ressources en phosphate et revendiquent plus d'autonomie et une meilleure répartition des bénéfices, dont pourrait mieux profiter la société nauruane. Un Conseil de gouvernement local est institué fin 1951, avec à sa tête Hammer DeRoburt. En 1965, Nauru accède à l'autonomie avec la création d'un Conseil législatif et exécutif. L'indépendance est proclamée en 1968 au terme d'une période de transition durant laquelle les organismes économiques et politiques sont peu à peu transférés aux Nauruans.



Institutions et vie politique

Institutions

Nauru est une république dont le Président assume les fonctions de chef d'Etat et de chef de gouvernement. Le Président de la République est élu pour un mandat de 3 ans par le Parlement. Le pouvoir législatif est représenté par un Parlement monocaméral de 18 membres, représentant les 14 districts de l'île de Nauru.

Vie politique

Au cours de ces dernières années, cette crise économique a débouché sur des incertitudes politiques majeures, avec des changements successifs de gouvernement et de président. Deux votes de défiance sont intervenus au cours des six derniers mois.

Le Président de la République est M. Marcus Stephen. Il a succédé le 19 décembre 2007 à M. Ludwig Scotty, renversé par une motion de censure parlementaire. M. Marcus Stephen s'est vu confirmé comme Président suite aux élections législatives du 26 avril 2008.

Ci-contre, le président Stephen aux Nations unies (2007)



Les défis à relever

Les expédients

Lorsque les gisements de phosphate s'épuisent, il s'avère que les investissements immobiliers se révèlent infructueux et que les caisses de l'Etat ont pratiquement été vidées par le détournement de fonds et la corruption. Confrontée à la crise, le pays voit les présidents se succéder, tentant de remplir les caisses de l'Etat tandis que les saisies se multiplient. Dès 1989, Nauru avait porté plainte devant la Cour internationale de justice contre l'Australie, réclamant compensation pour la surexploitation du phosphate. L'Australie, le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande ont accepté de verser de fortes indemnités qui n'ont pas suffi pour autant à éviter la crise. Les dirigeants ont alors fait le choix du blanchiment d'argent, de la vente de passeports, de l'accueil de réfugiés demandant l'asile en Australie et jugés indésirables dans ce pays et vraisemblablement du monnayage des votes aux Nations unies à partir du moment où Nauru y adhère en 1999 et à la Commission baleinière internationale. Depuis 2004, une nouvelle majorité déclare cesser les activités qui font de Nauru un paradis fiscal et lancer des plans de restructuration de l'économie.

Les aides

Le Forum des Iles du Pacifique a lancé en juillet 2005 un plan de secours au bénéfice de Nauru, le PRAN (*Pacific Regional Assistance to Nauru*). Ce programme apporte une assistance technique sectorielle (notamment pour la justice, l'aménagement du territoire, les relations extérieures).

En ce qui concerne les activités financières de Nauru, le pays a été retiré en décembre 2003 de la liste des paradis fiscaux jugés non coopératifs par l'OCDE, après s'être doté d'un arsenal législatif destiné à renforcer la lutte contre le blanchiment d'argent. Le Groupe d'Action Financière (GAFI) a suspendu en octobre 2004 les contre-mesures qu'il appliquait à Nauru, puis retiré Nauru de sa liste noire en octobre 2005, suite à la fermeture de son centre financier offshore.

L'Australie, ancienne puissance de tutelle, demeure le principal partenaire de Nauru. L'aide australienne s'élève à 14,6 M euros pour 2008-09. Canberra entretient par ailleurs certains équipements collectifs (eau, électricité) et assure une importante assistance technique (notamment dans les domaines des finances, de la police, de l'éducation). L'Australie finance aussi un fonds de compensation doté de 25 millions d'euros sur 20 ans (1993-2013) pour les conséquences environnementales liées à l'exploitation du phosphate sur l'île par des compagnies australiennes pendant la période du mandat.

Canberra maintenait depuis 2001 à Nauru un centre de rétention « extraterritorial » pour immigrants clandestins interpellés par les autorités australiennes dans le cadre de la politique de dissuasion migratoire (« solution Pacifique ») engagée par le Premier Ministre John Howard. La fermeture du centre a été annoncée par le nouveau Premier ministre australien, M. Kevin Rudd, dès son arrivée au pouvoir en novembre 2007.

Nauru entretient des relations diplomatiques avec Taïwan. Entre 2002 et 2005, à l'initiative de l'ancien président Harris, Nauru s'était détourné de Taïwan au profit d'un rapprochement avec la Chine Populaire.

Les relations avec l'Union Européenne se sont renforcées depuis l'admission en 2000 de Nauru dans la catégorie des pays ACP. L'enveloppe de programmation, au titre du 10ème Fonds Européen de Développement (2008-2013), se monte à 2,9M euros, dont 85 % sont consacrés à des projets dans les domaines des énergies renouvelables.

Mise à jour : 03.12.08. France Diplomatie